

Présentation Afdi

Implication des OP togolaises dans le GAFSP : actions entreprises, résultats atteints et analyse de ces résultats

1. Situation au Togo au début de ce programme

Synergie des bailleurs fonctionnelle

Dans le cadre du PNIASA, des efforts en vue d'assurer une bonne complémentarité des bailleurs

Les financements GAFSP au Togo vers deux programmes :

- Le PADAT, Projet d'appui au développement agricole du Togo, sous la responsabilité du FIDA ;
- Le PASA, Projet d'appui au secteur agricole, sous la responsabilité de la Banque mondiale.

Le FIDA est chef de file du GAFSP au Togo.

+

Le Projet sous-régional d'appui à la recherche/développement pour l'amélioration de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) lancé par la CEDEAO

Faible participation de la société civile

Ceci malgré les engagements mutuels pris par le Gouvernement du Togo et les Organisations de producteurs et la société civile pour participer efficacement au processus de mise en œuvre du Pacte et du PNIASA.

Mission d'appui ASPRODEB en juin 2011 : Deux représentants des OP togolaises, un de la CTOP et un des chambres d'Agriculture sont membres de "l'équipe d'identification du programme GAFSP".

Résultat : Deux représentants des OP togolaises, un de la CTOP et un des chambres d'Agriculture sont membres de "l'équipe d'identification du programme GAFSP".

2. Mission confiée à Afdi avec appui d'A. Atedégla, consultant et président de la dynamique des OSC au Bénin

Confirmer l'engagement de tous les acteurs à promouvoir et faciliter une implication active des OP dans le programme

Consolider la participation des OP et OSC à la mise en œuvre des programmes financés par le GAFSP

Aider la CTOP à élaborer un programme de renforcement des OP à la maîtrise du GAFSP

Constats mission Afdi – nov-dec 11

Une volonté affichée et non feinte d'intégrer aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des programmes l'ensemble des bénéficiaires et des acteurs, notamment les OP et les OSC.

La Chambre d'agriculture représente les OP tant au sein du CIPS que du CTP mais se trouve dans une situation de transition qui limite considérablement sa reconnaissance, sa proactivité et ses capacités de mobilisation des producteurs.

Il y a de réels *problèmes de circulation de l'information* au niveau des représentants des OP et des OSC dans les organes du PNIASA d'une part et entre le MAEP et les autres partenaires d'autre part.

La CTOP est consciente des nombreux défis internes qu'elle doit relever en matière de renforcement du leadership, du membership et de positionnement stratégique pour mieux jouer son rôle de plateforme

Pour remédier à ces problèmes d'information ou de communication, des opportunités de partenariat et de synergie entre la CTOP et la Chambre d'Agriculture existent et doivent être saisies

3. Initiatives entreprises et résultats atteints en novembre 2012

Mise en œuvre de la *réforme au niveau des chambres d'agriculture* et le positionnement des membres de la CTOP : La CTOP doit suivre de près le processus électoral et appuyer ses membres afin qu'ils se positionnent à tous les niveaux dans les chambres d'agriculture.

Elaboration par la CTOP d'un Projet d'amélioration de la participation des OP au GAFSP – Financement à travers la convention AgriCord / Ifad

Objectif : Assurer une implication transparente et efficace des OP et des OSC dans le processus de mise en œuvre des projets financés sur les fonds GAFSP

1. Un cadre de concertation OP et OSC est mis en place et reconnu par les autorités et PTF

Le cadre de concertation OP/OSC mise en place et la charte partenariale signée : 60% de partenaires invités présents (BM, PNUD, FAO, SCAC, AVSF, MAEP, etc.) + 2 rencontres tenues

Une charte du partenariat visant à pérenniser les initiatives de concertation entre 7 OP et OSC, signée par

- La Fédération Nationale des Organisations Non Gouvernementales du Togo (FONGTO)
- L'Union des Organisations Non Gouvernementales du Togo (UONGTO)
- La Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles (CTOP)
- Le Bureau National des Chambres Régionales d'Agriculture (BN-CRA)
- Le Coordination pour le Suivi Evaluation par la Société Civile (COSEC)
- L'Association Togolaise des Consommateurs (ATC)
- La dynamique des Organisations de la Société Civile d'Afrique Francophone (OSCAF – Togo)

2. Un système d'information et des outils de communication améliorent l'information entre la CTOP et ses Op membres à la base

Tournées d'information des producteurs dans les 5 régions économiques sur les projets GAFSP et de diffusion des décrets et arrêtés de mise en place des organes de pilotage du PNIASA - 1789 personnes touchées dont 768 femmes

Conception et impression de fiches d'information sur les projets GAFSP - 10000 fiches sont imprimées et en distribution

Emissions radio sur les projets GAFSP

Mise en place et fonctionnement de points focaux régionaux - 02 points focaux/région.

3. La CTOP et les OSC renforcent leurs capacités et leur plaidoyer par rapport au MAEP et PTF

Organisation d'un atelier pour construire une réelle stratégie de plaidoyer.

4. Analyse des résultats

Mise en place d'une collaboration formelle sous la forme de cadre de concertation entre OSC et OP afin de renforcer le poids politique.

Équilibrer les rapports de force dans le Comité Interministériel de Pilotage Stratégique CIPS du PNIASA au Togo et dans les comités de pilotage régionaux.

Partage d'information. Les OP ont diffusé l'ensemble des documents de présentation des programmes, ont montré à leurs OP membres comment y participer.

Mais il est moins aisé pour elles de rester en veille, d'accéder aux nouvelles décisions, de se tenir informées des politiques, les comprendre et être capable d'être force de proposition.

Les OSC/OP ne manquent pas de volonté, mais les ressources humaines disponibles et les capacités manquent. De l'autre côté, l'Etat n'est pas toujours dans une posture d'écoute et de partage de l'information...

Communication avec la base pour permettre la pertinence des propositions

C'est un enjeu majeur pour une plateforme nationale, représentante elle-même de réseaux nationaux et de filières "filières". Comment permettre une implication effective et qui ne soit pas que "théorique", trop distante par rapport à ces programmes (qui veulent toucher "le plus vulnérable"). Pour tenter de répondre à cette question, la CTOP a mis en place les points focaux dans les régions au sein de leurs membres.

(1 salarié d'OP + 1 élu d'une autre OP) dans chaque région x 6 régions = 12 membres de la CTOP

Ces points focaux sont bien repérés par la CTOP, les membres et les paysans à la base (avec un peu de communication radio et plaquette) comme des interlocuteurs privilégiés sur les programmes nationaux financés par GASFP. Les effets ne sont pas encore étudiés, mais déjà, du côté des producteurs l'information circule, la CTOP est plus visible et le sentiment d'appartenance des membres à la plateforme est plus fort.

Les écueils récurrents dans ce processus d'implication des OP dans ces programmes :

- un phénomène de cooptation des membres dans les instances de pilotage de la part des opérateurs de ces programmes : ils en déduisent que les OP sont impliquées, même si le représentant paysan ne participe à aucune OP. Manque de connaissance des OP par les pouvoirs publics, les PTF ou volonté délibérée de ne pas donner de poids aux leaders.... quoi qu'il en soit, cela pose un souci sur le terrain.
- un phénomène "d'opérationnalisation" de la part de ces programmes. Les OP sont considérées comme bénéficiaires ou comme prestataires « outils de mise en œuvre des programmes », mais rarement, voire jamais, comme partenaires. Les OP se retrouvent dans la posture d'exécution de projet qu'elles n'ont pas définies et pour lesquels elles sont souvent tardivement et peu payées. La critique devient également plus difficile car il faut admettre que le travail que l'on exécute est discutable...
- Malgré l'accord de participation des OP et OSC aux politiques agricoles, le combat n'est jamais définitivement gagné ; le ministère de l'agriculture vient de lancer l'élaboration d'un document de politique agricole sans impliquer (voire en évitant ?) la CTOP.